La France doit-elle en finir avec le vin ?

30/03/2015 à 8h46

Le détail du nouvel arsenal anti-vin préparé par le gouvernement donne le vertige. Jusqu'où veut-on aller ?
Hausse de la fiscalité, durcissement de la loi Évin, répression sur les réseaux sociaux : le gouvernement et la majorité préparent une batterie de mesures coercitives contre le vin sans précédent.



L'offensive a été soigneusement planifiée. En deux mois, trois rapports rédigés par le lobby hygiéniste financé sur fonds publics sont sortis coup sur coup : un texte de l'Anpaa en mai, le rapport Reynaud rendu en juin et enfin des propositions signées par le Haut Conseil de financement de la protection sociale au début de l'été.

LA FRANCE DOIT EN FINIR AVEC LE VIN

Toutes ces contributions vont dans le même sens : la France doit en finir avec le vin, ce produit nocif qui tue et grève les finances de la Sécurité sociale. Il ne s'agit pas d'un canular.

Ces travaux vont nourrir trois textes stratégiques qui seront

bientôt soumis au Parlement : le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLSSS) à partir du 9 octobre, le troisième Plan cancer (2014) et enfin la loi de Santé publique qui sera défendue en décembre par la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Les préconisations de nos experts en blouse blanche font froid dans le dos. En voici un florilège. Pour commencer, il convient de frapper vignerons et négociants au portefeuille via une fiscalité au degré d'alcool qui viendra s'ajouter aux droits de circulation, selon le principe "pollueurs payeurs" appliqué lors des marées noires, comme si le vin était un fléau. Il est aussi question de durcir la TVA.

Source

Merci à **savoyardalpin**